

COMMENT SORTIR DE LA CRISE DU COVID-19 ? QUELQUES ÉLÉMENTS D'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Philippe Narassiguin, Maître de conférences HDR, CEMOI,
Université de La Réunion

Ce virus que personne n'attendait donne à la science économique un rôle de premier rang dans la stratégie de sortie de crise. Et renforce son rôle de science dont le statut est constamment remis en cause dans notre pays. Nous ne brillons pas spécialement dans ce domaine, car en matière de culture économique et financière notre niveau est faible. Le magazine « Le Revenu » du 5 juin 2019 cite un sondage de la Banque de France qui montre que « 77% des Français estiment avoir un niveau de connaissance moyen ou faible sur les questions financières. Ce magazine reprend également une étude de l'assureur Allianz sur notre niveau de culture financière, publiée en 2017, pour dix pays d'Europe. La France arrive à la dernière place derrière le Portugal et l'Italie. Dans notre système scolaire, du cours préparatoire à la terminale, il n'y a aucun enseignement obligatoire de l'économie. Ceux qui en font un peu, sont les classes de « sciences économiques et sociales » de la seconde à la terminale. Dans l'ancien programme, maintenant réformé.

Dans cette crise sanitaire qui débouche sur un arrêt presque total de notre activité économique, la réactivité des ménages et entreprises françaises est trop faible. Il existe pourtant des solutions pour sortir de cette crise. Cet article montre que seuls les citoyens que nous sommes en tant que ménages et entreprises, avons les moyens d'une sortie de crise. La science économique comprend huit grands domaines dont celui de la théorie monétaire. C'est celui-ci que nous allons utiliser pour montrer qu'une stratégie de sortie de crise est possible.

■ L'impact de la crise sanitaire sur l'activité économique

Pour la première fois, une large partie de l'activité économique mondiale est à l'arrêt, même si le niveau de cette paralysie n'est pas le même selon les pays. Nous allons examiner le cas de la France et montrer à l'aide des outils que nous fournissons l'analyse économique, et notamment la théorie monétaire, comment faire pour amortir les chocs avec un minimum de pertes. Nous indiquerons que, sous certaines conditions, une reprise de l'activité est possible après le confinement et que la croissance pourrait retrouver son rythme normal au bout de deux mois seulement. Dire et écrire cela aujourd'hui peut paraître surprenant. Pourtant, nous verrons que c'est quelque chose de tout à fait possible.

Quelles sont les caractéristiques de cette crise inédite ?

- Un arrêt total des activités commerciales qui se traduit par la fermeture des magasins, à l'exception de certaines activités comme les commerces d'alimentation.

- Il en va de même également pour l'activité artisanale et pour les prestataires de services (coiffeurs, restaurants, etc.).

Néanmoins, un certain nombre d'entreprises se sont réorganisées et ont, pour celles qui le peuvent, choisi la solution du travail à distance. C'est le cas du système bancaire notamment. Et c'est le **point clé** qui nous intéresse pour notre démonstration. Depuis le début de la crise, j'ai posté deux vidéos sur les réseaux sociaux et insisté sur le fait que les individus (ménages) et les entreprises devaient écrire à leurs banquiers pour demander des crédits de trésorerie. J'ai, également, communiqué les modèles de lettre à recopier pour les personnes qui ne sont pas à l'aise en matière de communication avec les banques. Pourquoi j'ai-je fait et quelle est la relation entre la crise économique, l'écriture de lettres, la théorie monétaire et une reprise significative de l'activité économique ?

■ Écrire des lettres pour demander des crédits, c'est approvisionner les comptes bancaires des ménages et des entreprises

Cette étape est cruciale car elle vise à obtenir des crédits à court terme pour payer ses factures et éviter ainsi les dégâts collatéraux : rejets de prélèvements, de virements et de chèques. En outre les rejets de chèques débouchent sur des interdictions bancaires. Dans la période de confinement, les individus (ménages) et les entreprises en difficulté doivent écrire des lettres à leurs établissements bancaires. C'est une démarche extrêmement importante pour plusieurs raisons que je vais détailler.

Il y a quatre priorités :

- Demander une augmentation de son découvert bancaire autorisé aussi bien pour les ménages et les entreprises vise à permettre le paiement de factures les plus importantes. La durée demandée devrait être de trois mois au minimum.
- Contracter un prêt garanti par BPIFrance dont le montant peut aller jusqu'à trois mois du chiffre d'affaires hors-taxes de l'année 2019 va donner aux entreprises le ballon d'oxygène nécessaire pour redémarrer dans de bonnes conditions leur activité économique après la période de confinement. Le chef d'entreprise n'a pas de caution personnelle à apporter.
- Suspendre durant six mois le remboursement des crédits pour les entreprises, vise à court terme à soulager leur trésorerie et élargir leur marge de manœuvre.
- Demander un prêt personnel, c'est se donner les moyens d'augmenter son compte en banque et le dynamiser. Il faut naturellement que les banques jouent le jeu et accordent à leurs clients des taux d'intérêt très faibles, de 2,5% ou moins.

C'est donc la demande de crédit de trésorerie des agents économiques (ménages et entreprises) qui est fondamentale dans cette période de crise. Le paiement des factures essentielles maintient un certain niveau d'activité économique. L'approvisionnement des comptes bancaires vise par conséquent à une sortie en douceur de la crise. Et à un redémarrage de l'activité économique après le confinement évitant ainsi la déflation, des fermetures d'entreprises et des pertes d'emplois.

■ Théorie monétaire et sortie de crise : L'importance de maintenir le montant de la masse monétaire¹ dans notre économie

Notre stratégie économique devrait viser à mobiliser les individus et les entreprises à écrire des lettres de demande de crédit. Si demande il y a, l'offre de monnaie des banques à leurs clients sera automatique pour les clients solvables. On ne tient pas compte des agents économiques qui ne sont pas solvables et pour qui les demandes de crédit auraient été refusées de toute façon, crise ou non. C'est à ce niveau qu'interviennent la théorie monétaire et donc la science économique : **il faut maintenir le montant de la masse monétaire dans notre économie.**

Pour commencer, il est essentiel de définir le concept de masse monétaire qui est très précis. La masse monétaire, dans sa définition la plus stricte, est égale à la somme des pièces de monnaie, des billets et des montants des comptes bancaires des ménages et des entreprises. Ces derniers sont également appelés *dépôts* à vue ou encore *comptes bancaires courants*.

Masse monétaire = pièces de monnaie + billets + dépôts à vue (comptes bancaires courants des ménages et des entreprises)

En écrivant des lettres de demande de crédit et en approvisionnant les comptes bancaires, on maintient le montant de la **masse monétaire** en circulation dans une économie presque au même niveau que son niveau d'avant crise.

Pour bien comprendre cette stratégie, supposons que les agents économiques ne se mobilisent pas. Prenons pour cela un exemple. Si avant la crise, le montant de la **masse monétaire** dans une économie donnée était d'un milliard d'euros, il pourrait tomber à 500 millions d'euros à la fin de la période de confinement si les agents économiques ne demandent pas de crédits de trésorerie. Ainsi, si les entreprises à l'arrêt ne mobilisent pas suffisamment le système bancaire pour les aider à compenser les baisses temporaires de chiffre d'affaires, elles ne pourront plus payer leurs fournisseurs et leurs charges fixes (loyers, salaires, etc.). On assisterait alors à un effondrement de l'activité économique et à un grand nombre de fermetures d'entreprises débouchant sur un chômage massif. En outre, les entreprises et les ménages subiraient durant la période de confinement des rejets de virement et de prélèvements, auxquels viendraient s'ajouter les interdits bancaires.

Dans le cas contraire, celle d'une grande mobilisation conduisant à une forte augmentation des emprunts bancaires, la séquence serait positive pour notre économie. On peut visualiser le scénario positif à travers les deux séquences ci-dessous. La première séquence décrit l'incidence sur l'économie réelle d'une mobilisation massive des agents économiques auprès des banques. La deuxième séquence traduit la même idée, en insistant sur ce qui se passe sur le plan monétaire.

- Écriture des lettres de demande de crédit → Offre de crédit des banques → Paiement des factures les plus

importantes par les entreprises et les ménages → Maintien d'un certain niveau d'activité économique pendant la période de crise.

- Mobilisation massive des agents économiques → Augmentation du montant des comptes bancaires des agents par différents moyens (augmentation du découvert, prêt garanti, prêt personnel, suspension temporaire du paiement des échéances de crédit) → Maintien d'un montant approprié de la masse monétaire → Bonne circulation du volume de monnaie dans l'économie → Pas de fermetures massives d'entreprises → Reprise presque normale de l'activité économique après la période de confinement → Maintien du même niveau d'emploi qu'avant la crise.

■ La stratégie de sortie de crise va dépendre d'un facteur d'ordre microéconomique

Le comportement des agents économiques, qui est de demander aux banques des crédits de trésorerie à court terme (augmentation des lignes de découvert bancaire) et à moyen terme (prêt personnel, prêt garanti par l'État) doit permettre d'aider la masse monétaire à se maintenir à un bon niveau. **Tout va se jouer à ce niveau.**

Le cas intéressant est celui du prêt garanti par l'État à travers BPIFrance. Mais si les entreprises n'en ont pas connaissance ou hésitent à faire des demandes à cause d'un manque de maîtrise des dossiers² le réapprovisionnement des comptes bancaires ne se fera pas comme il le faudrait.

On pourrait en dire de même de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE). Ce n'est pas parce que la BCE inonde en ce moment le système bancaire de liquidité, que les ménages et les entreprises feront appel à leurs banquiers s'ils n'ont pas connaissance des mécanismes de crédit à leur disposition.

Par expérience, on soulignera que les individus (ménages) et les entreprises sont d'une grande **timidité** vis-à-vis de leurs banquiers. Beaucoup n'osent pas écrire des lettres car ils redoutent une réponse négative, même en temps normal. De façon générale, la négociation bancaire n'est pas dans notre culture. Cette sortie de crise ne se fera pas si nous n'avons pas à l'esprit cela.

Les gouvernements réfléchissent actuellement aux stratégies macroéconomiques à mettre en place pour impulser la reprise, ce qui est un comportement louable. Cependant, ceux qui nous dirigent devraient également réfléchir à des considérations d'ordre microéconomique. Modifier le comportement des entreprises et des ménages, c'est se préparer à une sortie en douceur de la crise. Cela peut se faire à travers les médias nationaux et régionaux. Il faut y songer et agir dès maintenant. Il n'est pas trop tard pour le faire.

¹ Il s'agit ici de la définition de la masse monétaire au sens strict. Celle que l'on appelle M1. Dans cette période de crise, c'est sur elle qu'il faut jouer pour maintenir son niveau.

² On peut prendre l'exemple des entreprises de moins de vingt personnes qui, bien souvent maîtrisent mal les démarches « administratives » qu'il faut effectuer pour bénéficier de ces prêts. Les dirigeants de ces TPE-PME sont seuls et se découragent à l'idée même de faire des dossiers de prêt.